



Edito

Ils sont légion. En Grèce, ils sont médecins et font grève contre la destruction du service de santé. En Allemagne, des syndicalistes organisent des rencontres de solidarité avec la Grèce. A Londres, ils s'appellent Tres Cosas et luttent pour les droits des travailleurs immigrés. En Ecosse, ils s'appellent Divest + Reinvest et veulent réorienter l'économie du pétrole vers le développement durable. Ils luttent pour le droit au logement de Barcelone à Londres et se rencontrent à Budapest. A travers toute l'Europe, ils ont en commun d'être insoumis à la marchandisation du monde. Ils ne sont pas dupes des homélies sur l'Europe de la paix, de la démocratie, des libertés, dont se légitiment des institutions européennes qui ne sont que le rideau de fumée derrière lequel s'abritent des Etats dont les gouvernants

ont capitulé devant les banques et les multinationales.

Ces gens qui partout luttent pour la justice et la dignité sont les porteurs d'une autre Europe ; une Europe qui n'a jamais existé. Ce ne sera pas la vision colonialiste de nations partageant une mission civilisatrice. Ce ne sera pas la technocratie supranationale de Jean Monnet qui devait émanciper les classes dirigeantes de peuples trop tentés à son goût par les idéaux du socialisme. Ce ne sera ni l'Europe du capital, ni celle de la défense. Ce sera un espace d'égalité réelle, sans laquelle il n'est pas de liberté substantielle, de respect de l'environnement dont la destruction est la première cause d'oppression, et de souveraineté populaire sans laquelle rien ne viendra faire obstacle au pillage de la nature par le capital.

Nous y croyons parce que ces gens qui luttent, nous les connaissons, nous, les Insoumis de l'étranger, car nous aussi sommes éparpillés aux quatre coins du continent. C'est leurs conditions de vie que nous voulons narrer, leurs voix que nous voulons donner à entendre et leurs luttes que nous voulons donner à voir. Face à l'idéologie européiste érigée en dogme, il faut dire la vérité des ravages causés par la mondialisation néolibérale dont l'Union Européenne, loin d'y faire obstacle, est l'un des principaux promoteurs. Mais ces ravages une fois exposés au grand jour, il faut trouver l'espoir d'y mettre fin en prenant la mesure de la force qui monte : celle d'une Europe Insoumise.

OLIVIER TONNEAU

Corruption nationale ou austérité européenne ? La Serbie entre Charybde et Scylla

La Serbie va-t-elle entrer dans l'Union Européenne ? Le processus est en cours et le pays fait l'objet d'évaluations régulières. Si la corruption et les entraves aux libertés restent problématiques (pour ne rien dire de la question du Kosovo), la Commission Européenne considère en revanche que le pays ne pose aucune difficulté majeure en ce qui concerne la politique économique et monétaire, la politique d'entreprise et la politique industrielle, ni quant à ses dispositions financières et budgétaires. Cela n'a rien d'étonnant puisque depuis 2012, le gouvernement de droite présidé par Tomislav Nikolic s'est évertué à infliger à son pays le cocktail de « réformes » habituelles : flexibilisation du marché du travail, privatisation d'entreprises, baisse substantielle du niveau des retraites et des salaires

du secteur public. Mais si la Commission Européenne est enchantée du résultat, la population ne partage pas son enthousiasme et le gouvernement fait face à une contestation grandissante. Coïncidence ? L'appétence pour l'UE n'a cessé de chuter : 71% des Serbes se déclaraient favorable à l'intégration en 2009 contre 47% en février de cette année.

Tout a commencé le jour même des élections législatives de 2016 avec une manifestation contre la destruction illégale d'un immeuble visant à ouvrir le front de mer de Belgrade à la gentrification. C'était la première manifestation de masse organisée depuis la chute de Milosevic en 2000. Une deuxième vague de protestations est née au printemps dernier après l'élection présidentielle qui a reconduit la

droite au pouvoir. Elle marque un élargissement et un approfondissement de l'opposition à plusieurs niveaux. Si les manifestations de 2016 avaient pour principal mot d'ordre le rejet de la corruption et des violences illégales, celles de 2017 dénoncent les inégalités sociales : on lit sur les banderoles que « le peuple a faim mais l'élite se réjouit ». De surcroît, Belgrade n'est plus seule à marcher : une vingtaine de villes ont défilé à l'unisson. Enfin, les cortèges laissent entrevoir un rapprochement entre les mouvements étudiants et citoyens de 2016 et la classe ouvrière.

L'action ouvrière est assez faible en Serbie où les grèves sont rares, généralement défensives et rarement

(suite en page 4)

Royaume-Uni

p. 2-3

Vers une crise des surprises ?

Finlande

p. 2-3

Comment loger les sans-abris

Danemark

p. 4

La loi du soupçon

Qui sommes-nous ?

Europe Insoumise est un site d'information sur l'actualité sociale et politique en Europe qui sera lancé en septembre. Le projet est né de rencontres entre insoumis de l'étranger pendant la campagne législative et nous sommes une petite dizaine à avoir ficelé le numéro papier exceptionnel que vous tenez entre vos mains. Nous espérons nous agrandir et accueillerons à bras ouverts contributeurs, traducteurs, relecteurs et dénicheurs d'info de tous horizons, du moment qu'ils partagent notre engagement pour une Europe écologique, démocratique et sociale. N'hésitez pas à nous contacter !

Contact : europeinsoumise@gmail.com

Redaction : Sacha Escamez, Marie-Christine Poncelet, Olivier Tonneau

Mise en page : Victor Charpenay

Relecture : Christine Allanic, Maxime Cortese

Achévé d'imprimer le 22 août 2017.
Dépôt légal : Nope.



CONTRIBUEZ !

Europe Insoumise a besoin de vos yeux, de vos oreilles et de vos plumes. Une manif ? Une grève ? Une campagne ? Une odieuse réforme ou une glorieuse lutte ? Où que vous soyez et dans quelque langue que ce soit, faites-le nous savoir.

Bientôt la crise des surprimes ?

Une nouvelle bulle immobilière met le Royaume-Uni face à un choix de société.

Durant les mois précédant le Brexit, un thème fut l'objet d'une étrange ambivalence : l'immobilier. Si les partisans et détracteurs de l'Union Européenne s'accordaient pour dire qu'en sortir entraînerait une baisse des prix, les uns brandissaient ce pronostic comme une menace et les autres comme un bienfait. Les adversaires du Brexit espéraient rallier à leur cause les propriétaires mais c'était oublier qu'ils avaient des enfants auxquels les prix prohibitifs interdisent d'acheter à leur tour un logement. Ils sont la « génération loc » (*generation rent*), condamnée à consommer la moitié de leurs revenus en loyer, proportion qui atteint le taux invraisemblable de 72% (hors allocations logements) à Londres. Comment, dans ces conditions, ne pas prier pour que les prix de l'immobilière ne baissent ?

Est-ce à dire que les britanniques se sont rendus à l'argument des *Brexiters* qui promettaient de faire baisser l'immobilier en réduisant l'immigration ? Rien n'est moins sûr : pour la grande majorité de la population, les deux camps étaient malhonnêtes. Le beau score de Jeremy Corbyn aux dernières élections générales après qu'il eût fait du logement l'un de ses chevaux de bataille permet de penser que les britanniques ont fort bien compris que la véritable cause de la crise du logement est l'explosion des inégalités en régime néolibéral. Tâchons de saisir les raisons d'une bulle dont l'éclatement aura des conséquences bien au-delà du Royaume-Uni.

De Bevan à Thatcher : de la société mélangée à l'individu isolé

Depuis le milieu des années 70, le Royaume-Uni a connu une forte croissance démographique causée pour partie par l'immigration intra-européenne. La conclusion semble aller de soi : les prix de l'immobilier s'expliquent par une demande excédant l'offre. Mais le raisonnement ne tient pas : la population avait autant augmenté entre 1945 et 1960 qu'entre 1980 et 2017, sans pourtant qu'il y ait de crise immobilière. C'est que le gouvernement travailliste d'après-guerre avait initié une politique du logement public ambitieuse inspirée par le ministre Aneurin Bevan qui souhaitait « introduire dans nos villes et villages modernes ce qui fut toujours le trait charmant des villages Anglais et Gallois où le docteur, l'épicier, le boucher et le fermier vivaient tous dans la même rue. » L'essor du parc immobilier public atteignit son apogée au tournant des années quatre-vingts : un Anglais sur trois était alors locataire d'un « logement municipal » (*council house*).

La tendance allait s'inverser avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979. L'une de ses premières mesures fut de permettre aux locataires du secteur public d'acheter leur logement. L'offre suscitant peu d'enthousiasme, il fallut casser les prix. Une telle braderie des actifs de l'Etat était économiquement injustifiable mais idéologiquement cruciale : pour Thatcher, le logement social était, comme toute extension de l'Etat, vecteur d'infantilisation et de régression. Elle repre-

nait à son compte la thèse de l'architecte américain Oscar Newman qui avait soutenu dans son ouvrage *Defensible Space : People and Design in the Violent City* que la criminalité urbaine aux Etats-Unis était due aux grands ensembles qu'il fallait remplacer par des « espaces défendables » conçus pour donner à leurs occupants un sentiment de propriété, donc de responsabilité. La politique de Thatcher, poursuivie par Blair, fit redescendre le pourcentage de la population logée dans le secteur public à 20% en 2014. Mais elle eut pour conséquence d'ôter toute entrave à la spéculation immobilière.

L'offre de logements publics stabilisait le marché ; rien ne vient plus aujourd'hui équilibrer l'offre et la demande et les enchères sont d'autant plus dures que les inégalités ont explosé en trente ans. Les plus hauts revenus s'arrachent les logements des centres-villes, ce qui repousse les classes moyennes basses dans les quartiers populaires et les classes populaires dans les périphéries : c'est la poussée centrifuge de la « gentrification ». La majorité des municipalités de droite comme de gauche se félicitent de ce phénomène.

La fameuse déclaration de Tony Blair, « nous appartenons désormais tous à la classe moyenne » ne décrivait pas tant les faits qu'elle n'exprimait l'idéal des Nouveaux travaillistes (*New Labour*) dont les maires n'aiment rien davantage que de voir arriver dans leur ville les cadres supérieurs et avec eux les commerces branchés. Cela suppose au préalable d'en avoir chassé les pauvres :

c'est ce à quoi sert la politique de « régénération » des derniers lotissements publics.

Officiellement, la régénération vise à combattre la crise du logement en rasant les immeubles existants pour construire un plus grand nombre de logements sur les mêmes sites. Mais les municipalités agissent en partenariat avec des promoteurs privés qui s'empressent de construire des logements de luxe dont les prix sont prohibitifs pour les anciens résidents qui sont souvent relogés à plus de dix kilomètres de chez eux, sinon dans d'autres villes. Ainsi s'opère un exode social au prix de drames humains déchirants.

Le comble est le sort réservé à ceux qui avaient saisi l'offre de Thatcher et acheté leur logement. Ils se voient notifier une obligation de vente (*compulsory purchase order*) et reçoivent un prix dérisoire pour leur bien, systématiquement sous-évalué. Parmi les victimes, peu nombreuses sont celles qui ont le courage et la ténacité de contester la décision en justice ; celles qui le font obtiennent parfois un réajustement qui reste largement insuffisant pour leur permettre de racheter à proximité. Une résidente du lotissement de Aylesbury s'est ainsi vu offrir 110.000£ pour un appartement deux-pièces, puis 187.000£ après son recours en justice ; mais quand elle a demandé à la municipalité de l'aider à trouver un nouvel appartement, on lui en a proposé un de taille équivalente pour 487.000£.

On ne s'étonnera pas, dans ces

La Finlande parvient à sauver ses sans-abris, à rebours du reste de l'U.E.

Dans toute l'Union Européenne le nombre de sans-abris augmente. Toute l'U.E. ? Non, un petit pays nordique résiste encore et toujours à l'envahisseur mortifère qu'est l'abandon apathique des sans-abris à leur situation. Par quelle formule magique la Finlande parvient-elle à sortir des personnes de la rue par le haut quand le reste de l'Union s'enfoncé coupablement dans l'acceptation d'un sans-abrisme qui s'étend ?

La « formule magique » contre les problèmes de logement n'est qu'une simple mesure

Dans leur dernier rapport « regard sur le mal-logement en Europe », la Fondation Abbé Pierre et la Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-abris (FEANTSA) dressent un portrait peu élogieux : Les pays de l'Union Européenne portent sur leur visage les traits honteux de l'abandon face à l'augmentation du nombre de personnes sans domicile. Sur cette photographie d'ensemble, les regards fuyants contrastent fortement avec l'expression résolue et combative de la Finlande qui, seule au milieu de la masse unioniste, regarde droit vers l'objectif. À rebours des clichés économiques qui tendent à placer la Finlande au second plan, ce pays nordique montre l'exemple en matière de lutte contre le sans-abrisme et démontre qu'il n'est pas nécessaire d'attendre le

succès économique pour aider la frange la plus fragile de la population.

Comment fait la Finlande pour diminuer le nombre de ses sans-abris ? Dans la mesure où le nombre de personnes en difficulté d'accès au logement augmente partout ailleurs dans l'union, on pourrait s'attendre sinon à une spécificité quasi-magique de la Finlande, au moins à un mécanisme complexe et difficilement transposable ailleurs. Sinon, comment expliquer que seule la Finlande parvienne à lutter efficacement contre les problèmes de logement les plus graves ?

Dans la plupart des pays, les sans-abris qui sollicitent de l'aide se voient placés devant un parcours graduel de réintégration dit « en escalier ». Un tel parcours en escalier consiste à passer d'abord par une forme d'hébergement d'urgence, avec tous les problèmes que cela peut po-

ser, souvent suivi par une étape d'hébergement transitoire minimaliste puis d'une version améliorée de cet hébergement transitoire. L'accès à un véritable logement ne peut souvent se faire qu'après un improbable retour à l'emploi en raison d'un cercle vicieux dans l'abysse duquel il faut souvent déjà avoir un logement pour trouver un emploi et inversement. La politique mise en place par la Finlande, elle, est relativement simple : elle consiste à offrir directement aux sans-abris une solution de logement stable.

La méthode d'« un chez-soi d'abord » fait déjà ses preuves de manière expérimentale

En France, cette politique pourrait se traduire par la formule « un chez-soi d'abord », mais son application reste pour le moment limitée à une expérimentation dans quatre villes, et concernant seulement des personnes sans-abris souffrant de trou-

bles psychologiques avérés. Néanmoins, l'étude quantitative de cette expérimentation a déjà pu montrer ses bienfaits par les chiffres, pour que même ceux qui manquent pathologiquement d'empathie puissent se convaincre, sur la base des chiffres qu'ils préfèrent aux personnes, qu'une telle politique devrait être appliquée. Au-delà des bienfaits humains évidents, même les obsédés des coûts pour qui les vies humaines ne valent rien seront satisfaits d'y lire que le programme « un chez-soi d'abord » coûte moins cher par personne que la somme des dépenses engendrées par les problèmes d'accès au logement (hospitalisations plus fréquentes, arrestations et emprisonnements plus fréquents, hébergements d'urgence...). Cet argument des coûts est d'ailleurs également avancé sur la base de l'expérience finlandaise par Juha Kaakinen, président d'une fondation ayant pour but la fin du sans-abrisme en Finlande.

conditions, que les résidents des grands ensembles soient farouchement opposés à leur « régénération ». Mais tout est fait pour qu'ils ne puissent intervenir : les audits sont délégués à des sociétés privées et les accords passés entre les municipalités et les promoteurs sont couverts par le secret commercial. Quand les citoyens parviennent à obtenir les informations, ils découvrent des situations aberrantes : la municipalité de Southwark a ainsi vendu un terrain de 22ha au promoteur Landlease pour 44m£ quand 1.5ha à proximité avaient été achetées pour 40m£. L'opacité soigneusement entretenue favorise conflits d'intérêts et corruption et suscite la colère d'associations de résidents qui dénoncent un « nettoyage social » (*social cleansing*) et parlent de « domicide ».

Les riches délogés par les hyper-riches

La crise de l'immobilier ne se réduit pas au remplacement des classes populaires par les classes moyennes car celles-ci sont elles-mêmes menacées par plus fort qu'elles : Londres, premier paradis fiscal d'Europe, est devenu le lieu de villégiature des oligarques du monde entier et l'immobilier la valeur refuge pour toutes les crapules de la terre, à telle enseigne qu'un promoteur a pu dire que « chaque tir de mortier en Lybie augmentait d'une livre le prix du

mètre-carré à Londres ».

Dans ces conditions, comment permettre aux ménages d'accéder tout de même à la propriété ? En offrant des facilités à l'emprunt : il suffit de 5% d'apport pour s'endetter sur trente ans et ce, quel que soit son contrat de travail. Mais comment convaincre les banques de prêter à des ménages surendettés ? En faisant garantir par l'État les emprunts des ménages à hauteur de 30%. Si l'emprunteur fait défaut, la banque récupérera un tiers de sa mise et conservera bien sûr la maison – un joli pactole : autant dire que le renflouement des banques, qui avait fait scandale en 2008, est désormais légalisé par avance. Mais le fait de subventionner les acheteurs ne fait que prolonger la spirale puisqu'il a pour conséquence mécanique de faire encore monter les prix en gonflant artificiellement la demande.

L'endettement des ménages a atteint un tel niveau que le processus a touché ses limites et les primo-accédants se font rares. Le pourcentage de résidents propriétaires de leur logement a d'ailleurs reculé de 6% en quinze ans – un comble pour une politique dont la finalité était de créer une société de propriétaires. Les promoteurs immobiliers commencent à craindre que le marché ne s'effondre et se gardent bien d'augmenter l'offre : ils thésaurisent les

terrains mais n'y bâtissent rien. Comment les inciter à construire ? En leur garantissant des acheteurs étrangers : c'est ainsi que le gouvernement continue de favoriser les investisseurs chinois, malais ou qataris qui sont responsables de la hausse des prix ! Depuis le Brexit, la tendance s'accélère puisque l'inflation, bien supérieure aux salaires, handicape encore davantage les habitants tandis que la chute de la livre avantage les investisseurs étrangers qui prennent ainsi définitivement le relais de la demande intérieure pour soutenir le marché. Les tentatives d'orienter le marché aboutissent à un paradoxe : pour faire baisser les prix, il faut accroître l'offre, mais pour inciter de nouveaux offerants à entrer sur le marché, il faut leur garantir un retour sur investissement qui suppose l'augmentation des prix.

Retour à Dickens

Faute d'accéder à la propriété, les classes moyennes viennent gonfler le marché de la location, aujourd'hui totalement saturé. Pour le dynamiser, le gouvernement conservateur a mis en place une série de mesures favorables aux propriétaires qui ont donc tous les pouvoirs sur leurs locataires : les baux n'ont qu'une durée minimale de six mois, après quoi ils peuvent être rompus sans motif, et les loyers peuvent être

augmentés à tout moment sans aucune limite. Loin d'augmenter la demande, ces mesures ont surtout ôté tout frein à la spéculation, de sorte que les loyers atteignent des niveaux stratosphériques.

Les plus modestes sont réduits à vivre dans des conditions dignes de Dickens : on ne loue plus à la chambre mais au lit et il peut en coûter jusqu'à 400£ par mois pour un matelas. Les « lits en cabanons » (*beds in shed*) sont devenus un problème de société. Mais les galetas les plus sordides restent hors d'atteinte pour beaucoup : le nombre de sans-abris a doublé à Londres depuis 2005. Face à ce désastre, l'Etat répond par l'invisibilisation des victimes : en 2012, la modification des critères d'éligibilité au logement social a permis aux municipalités anglaises de rayer plus de 230 000 personnes de leurs listes d'attente.

Mais il est évidemment impossible de dénier une crise sociale d'une telle ampleur. Les nombreuses associations de riverains sont parvenues à attirer l'attention des médias sur des cas particulièrement violents. La crise devient de toute façon un problème pour toute la société : selon plusieurs entreprises les prix de l'immobilier deviennent prohibitifs pour l'embauche. Les seuls à profiter de la situation sont bien sûr les promoteurs immobiliers : la crise de 2008 ayant provoqué la faillite des plus petits, le marché est dominé par cinq entreprises dont les profits ont augmenté de 480% en 9 ans – dont 43% sont reversés en dividendes.

Activité économique et bulle immobilière : le nœud coulant

Tout le monde semble donc d'accord : les prix de l'immobilier doivent baisser. Pourtant le gouvernement met en garde : une baisse du marché aurait pour l'économie les mêmes conséquences désastreuses qu'en 2008. Les banques étant en effet très engagées dans l'immobilier, une baisse du marché signifierait une baisse de leurs actifs qui les conduirait à contracter le crédit, ce qui induirait mécaniquement une récession. Or les prix de l'immobilier ne se soutenant que par la croyance en leur augmentation continue, il se forme un cercle vicieux : l'activité économique dépend du crédit qui dépend de la hausse continue de l'immobilier.

Le cercle vicieux qui lie activité économique et bulle immobilière s'étale à la une des journaux qui tantôt déplorent le prix des logements et tantôt s'inquiètent de son effondrement. Mais il finira par se rompre : après la crise des *subprimes* causées par le surendettement des pauvres, c'est une crise des surprimes induite par les riches qui menace le Royaume-Uni. A moins que le Brexit ne déplace l'épicentre de la crise en induisant une migration de la finance vers Francfort ou Paris. Si les gouvernements allemand et français font tout leur possible pour se rendre attractifs, les populations n'auraient aucune raison de se réjouir de l'arrivée des hyper-riches. Pour les britanniques, en revanche, l'exode des banquiers pourrait être un mal pour un bien : ce serait une opportunité d'inventer une économie libérée de sa dépendance à la City. Le regain de vie de la gauche anglaise, qui se traduit par la montée en puissance de Jeremy Corbyn mais aussi et surtout par l'effervescence de la vie associative et militante, donne quelque espoir.



Démolition / Steluma / Flickr.com

On le voit donc, ni la question du coût, ni une sorte de spécificité ou de complexité particulière finlandaise ne permettent d'expliquer en toute honnêteté l'échec des autres pays de l'U.E. à s'occuper des problèmes d'accès au logement. Pourtant, il existe bien une spécificité notable concernant le logement en Finlande. La Finlande compte parmi les rares pays de l'U.E. au sein desquels les prix du logement n'ont pas progressé plus vite que les revenus, ce qui a évidemment aidé puisque le marché du logement influence la mise en place d'une politique telle qu'« un chez-soi d'abord ». Néanmoins, sur cet aspect les États ne sont pas voués par nature à l'impuissance face au marché, comme l'illustre le fait que la position avantageuse de la Finlande résulte de ses politiques volontaires en la matière. Ainsi, comme le résume Juha Kaakinen les

politiques d'accès au logement sont avant tout « une question de volonté politique ».

Lutte contre le sans-abrisme, le vrai modèle venu d'Europe du nord

Finalement, ce que l'exemple finlandais montre c'est qu'en plus d'être humainement évident, il est non seulement possible, mais également économique, de fournir un logement stable aux personnes sans domicile fixe. Pour résorber leur sans-abrisme, les autres pays de l'U.E. doivent donc s'inspirer au plus vite des politiques mises en place en Finlande, non pas simplement pour imiter, mais aussi pour aller au-delà. En effet, l'examen critique de la situation finlandaise montre aussi que des problèmes pourraient être évités en amont,

par exemple en prévoyant des aides permettant d'éviter les expulsions locatives.

En matière de réformes liées à l'économie, les gouvernements libéraux et la commission européenne cherchent à imposer des dérégulations en prenant pour prétexte le succès du « modèle scandinave » et sa « fléxisécurité » dont ils ne nous présentent en fait qu'une « copie frelatée ». Plutôt que d'avancer masqués derrière les traits fatigués d'un modèle économique scandinave à bout de souffle, les gouvernements de l'U.E. feraient mieux de prendre pour modèle dans les pays nordique (la Finlande n'est pas en Scandinavie) les politiques qui fonctionnent réellement, comme « un chez-soi d'abord ».

Quand l'extrême-droite danoise et le gouvernement français proposent une même loi sécuritaire

Au Danemark, un parti d'extrême droite ostensiblement xénophobe et islamophobe a récemment proposé que la police puisse affliger quiconque du port d'un bracelet électronique sur la seule foi d'un vague soupçon de liens avec le terrorisme. Contrevenant au principe de la présomption d'innocence, la mesure a été rejetée par l'immense majorité des formations politiques. Dans le même temps, en France, la majorité qui a battu électoralement l'extrême-droite française propose de réaliser le rêve juridique de l'extrême-droite danoise.

La bracelet électronique basé sur la seule suspicion, une mesure extrême rejetée au Danemark

Le 19 juillet dernier, le parti d'extrême-droite danois *Dansk Folkeparti* (DF, « parti du peuple danois ») a proposé avec fracas dans les médias une mesure sécuritaire ayant pour but officiel la lutte contre le terrorisme : la possibilité pour le service de police antiterroriste danois, qui ne demandait rien de tel, d'imposer le port du bracelet électronique sans la permission d'un juge, sur la seule base d'une suspicion de liens avec le terrorisme.

La proposition de loi en question, sous couvert de lutte contre le terrorisme, vise en réalité les « personnes ayant de la sympathie à l'égard d'organisations extrémistes ». On peut donc facilement imaginer que cette loi faciliterait des dérives telles que la répression menée par le pouvoir en place contre ses opposants, en utilisant comme justification la vague notion de soupçon d'une non moins vague sympathie pour une organisation extrémiste. Même sans chercher à prévoir les abus potentiels liés à une telle mesure, il est clair qu'elle serait une grave entorse au principe constitutionnel danois, et plus généralement moral au-delà du Danemark, de la présomption d'innocence. Cette mesure n'a donc été acceptée, sous sa forme actuelle, par aucune des autres formations politiques, même pas par la droite qui compte pourtant sur le

soutien de DF au parlement.

Ainsi, Preben Bang Henriksen, porte-parole d'un des partis de la droite (*Venstre*, libéraux) a opposé à la proposition de DF que « la sécurité juridique générale est applicable à tous les citoyens et [que] la police ne peut pas décider à elle seule, sans jugement préalable, sur la base de simples soupçons qui doit porter un bracelet électronique ». Mette Abilgaard porte-parole du parti conservateur a également rejeté l'idée même d'une telle proposition : « Même dans le combat contre la terreur, il est important de ne pas rompre avec les principes essentiels de la société danoise ».

Pour mesurer à quel point la loi proposée par DF relève d'une violation extrême des principes démocratiques, il faut se souvenir d'une loi adoptée par le Danemark en janvier 2016. En effet, pour réduire les arrivées de migrants, le Danemark avait alors fait le pari très critiqué et très critiquable de spolier de force les migrants d'une partie de leur argent. Le parlement danois, ayant donc voté un dispositif répressif à l'égard des migrants qui n'est pas sans rappeler la spoliation des juifs durant la seconde guerre mondiale, trouve tout de même trop extrême le fait de permettre à un service de police d'imposer le port du bracelet électronique sur la base du seul soupçon. C'est dire si une telle mesure peut-être considérée comme inique !

Quand la France prévoit des lois sécuritaires à faire pâlir d'envie l'extrême droite danoise

Pendant que le Danemark rejette la proposition venue de son extrême-droite d'autoriser la police à imposer le port d'un bracelet électronique sur la base fragile et manipulable du soupçon, le gouvernement français, pourtant tombeur électoral de l'extrême droite locale, semble céder à ses idées. Le projet de loi visant à renforcer « la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » propose en effet d'inscrire dans le droit commun français une disposition identique à celle de l'extrême droite danoise. Sur la base du soupçon, le ministère de l'intérieur pourrait ainsi décider de limiter les déplacements géographiques des personnes, et leur proposerait de choisir entre se présenter à la police plusieurs fois par semaine ou leur mise sous « surveillance électronique mobile » (articles L. 228 1 à 3). Une mesure similaire était déjà prévue par l'état d'urgence mais elle n'a pas été utilisée par le ministère de l'intérieur qui craignait de possibles problèmes de constitutionnalité avec ces modalités d'imposition et de suivi du bracelet électronique. On peut donc se demander pourquoi les libéraux à la tête de l'État cherchent ainsi à inscrire dans le droit commun une mesure liberticide digne de l'extrême-droite et qui de plus enfreint potentiellement la constitution.

En dépit des biais déjà évoqués de son échafaudage juridique, le gouvernement français ne s'arrête pas là. Son projet de loi inclut également toute une série de mesures empruntées à l'état d'urgence telles que la perquisition administrative sans permission d'un juge judiciaire, la surveillance des communications ou la fermeture de lieux de culte. Comme tout projet de loi, celui-ci est accompagné d'une étude d'impact, qui détaille pour chaque article la faisabilité juridique, l'applicabilité opérationnelle ou encore l'impact présumé que tel ou tel article aurait sur les personnes concernées. Concernant l'article sur la fermeture de lieux de culte, il est intéressant de noter que contrairement aux autres articles, l'étude d'impact ne mentionne que les aspects juridiques et opérationnels en omettant l'impact sur les personnes concernées. Les personnes ne semblent en effet pas être considérées dans la législation proposée.

Enfin, pendant que les individus attachés à la démocratie, et donc à la justice qui présuppose la présomption d'innocence lèvent les bras au ciel, l'extrême-droite danoise peut applaudir des deux mains.

**MARIE-CHRISTINE PONCELET
SACHA ESCAMEZ**

(suite de la page 1)

couronnées de succès. Les centrales syndicales, désorientées, inclinent à la prudence. Mais la grève lancée en juin dernier par les ouvriers de l'usine FIAT de Kragujevac laisse à penser que le durcissement de l'opposition au gouvernement y a trouvé un écho. La grève des FIAT est remarquable à quatre titres. D'abord par son site : il s'agit de l'ancienne usine du constructeur automobile yougoslave *Crvena Zastava* (Drapeau Rouge), privatisée et transformée en chaîne de montage pour voitures étrangères. Première exportatrice du pays, cette usine symbolise la reconversion de l'économie vers le marché européen mais aussi sa dépendance aux investissements étrangers. La grève est également remarquable par le nombre des protagonistes (2000 ouvriers) et par l'ampleur des revendications : de meilleures conditions de travail ainsi qu'un salaire de 50 000 dinars contre 38 000 aujourd'hui (soit 300 euros) quand le coût de la vie en Serbie est

estimé à plus de 36 000 dinars.

La troisième raison pour laquelle la grève FIAT est importante, c'est qu'elle semble faire bouler de neige. A la mi-Juillet, dans la ville de Valjevo (Serbie centrale), ce sont les 600 travailleurs de l'usine de réfrigérateurs et congélateurs de la firme Slovène Gorenje qui se sont mis en grève, reprenant à leur compte les revendications des FIAT (détail amusant, l'une des doléances des ouvriers est la température excessive de l'usine). Craignant que les représentants syndicaux ne les trahissent, ils ont élu directement un comité de 15 personnes pour les représenter. Or la quatrième conséquence de la grève des FIAT est justement d'avoir contraint les organisations syndicales à sortir de leur attentisme. Malgré les pressions très fortes du gouvernement et de la direction de FIAT qui menace de renvoyer 320 personnes et de réduire la production de 80% – une perspective effarante pour le gouvernement dont

toute la stratégie repose sur les investissements étrangers – elles ont fini par soutenir les mobilisations.

La conjonction des manifestations citoyennes et des grèves ouvrières en Serbie est révélatrice de l'évolution de l'Union Européenne. Dans les pays de l'ancien bloc soviétique mais aussi du pourtour méditerranéen (Roumanie, Pologne, Grèce, Espagne, Italie), c'est souvent le dégoût de la corruption qui suscitait la volonté d'intégration à l'UE, perçue comme capable de mettre de l'ordre dans les affaires nationales. C'est ce qui explique qu'encore aujourd'hui près de la moitié de la population serbe y soit favorable. Mais si la Grèce, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal ont d'abord bénéficié du soutien économique de l'UE, celle-ci a drastiquement durci ses conditions et va jusqu'à infliger aux candidats des cures d'austérité avant même de les avoir acceptés.

L'UE montre désormais ses

deux visages, celui de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et celui de la Commission, et la société serbe se trouve divisée entre ceux que repousse la laideur du second et ceux qu'attirent les charmes du premier. Cependant la minuscule gauche radicale Serbe, composée principalement d'étudiants et de militants d'organisations non-gouvernementales, fait de grands progrès aussi bien en nombre qu'en organisation et en logistique et tente de faire le lien entre mouvements citoyens et actions ouvrières, ouvrant ainsi la possibilité d'articuler lutte contre la corruption et lutte contre l'austérité. Ce faisant, elle participe au combat des gauches européennes dont elle élargit le périmètre au-delà des frontières de l'UE.

OLIVIER TONNEAU
Faits rapportés
dans counterfire.org par
PAVLE ILIC